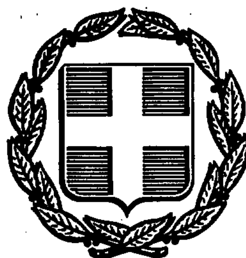


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 10 ΜΑΡΤΙΟΥ 1989	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 75

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1834

Κύρωση Ευρωπαϊκής Σύμβασης για την αναγνώριση της νομικής προσωπικότητας των διεθνών μη κυβερνητικών οργανισμών.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παράγρ. 1 του Συντάγματος η Ευρωπαϊκή Σύμβαση για την αναγνώριση της νομικής προσωπικότητας των διεθνών μη κυβερνητικών οργανισμών που υπογράφηκε στο Στρασβούργο στις 24 Απριλίου 1986, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA RECONNAISSANCE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

PRÉAMBULE

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin notamment de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Reconnaissant que les organisations internationales non gouvernementales exercent une activité utile à la communauté internationale notamment dans les domaines scientifique, culturel, charitable, philanthropique, de la santé et de l'éducation et contribuent à la réalisation des buts et principes de la Charte des Nations Unies et du Statut du Conseil de l'Europe;

Désirant établir dans leus relations mutuelles les règles fixant les conditions de la reconnaissance de la personnalité juridique de ces organisations afin de faciliter leur fonctionnement au niveau européen,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

La présente Convention s'applique aux associations, fondations et autres institutions privées (ci après dénommées ONG) qui remplissent les conditions suivantes:

a. avoir un but non lucratif d'utilité internationale;

b. avoir eté créées par un acte relevant du droit interne d'une Partie;

c. exercer une activité effective dans au moins deux Etats; et

d. avoir leur siège statutaire sur le territoire d'une Partie et leur siège réel sur le territoire de cette Partie ou d'une autre Partie.

Article 2

1. La personnalité et la capacité juridiques d'une ONG telles qu'elles sont acquises dans la Partie dans laquelle elle a son siège statutaire sont reconnues de plein droit dans les autres Parties.

2. Lorsqu'elles sont dictées par un intérêt public essentiel, les restrictions, limitations ou procédures spéciales prévues pour l'exercice des droits découlant de la capacité juridique par la législation de la Partie dans laquelle la reconnaissance a lieu, sont applicables aux ONG établies dans une autre Partie.

Article 3

1. La preuve de l'acquisition de la personnalité et de la capacité juridiques est fournie par la présentation des status ou d'autres actes constitutifs de l'ONG. De tels actes seront accompagnés des pièces établissant l'autorisation administrative, l'enregistrement ou toute autre forme de publicité dans la Partie qui a accordé la personnalité et la capacité. Dans une Partie qui ne connaît pas de procédure de publicité, l'acte constitutif de l'ONG sera dûment certifié par une autorité compétente. Lors de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'approbation, d'acceptation ou d'adhésion, l'Etat concerné indiquera l'indentité de cette autorité au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Pour faciliter l'application du paragraphe 1. une Partie peut prévoir un système de publicité facultatif dispensant les ONG d'apporter la preuve prévue par le paragraphe précédent pour chaque acte qu'elles accomplissent.

Article 4

Dans chaque Partie l'application de la présente Convention ne peut être écartée que lorsque l'ONG qui invoque la présente Convention par son objet, par son but ou par l'activité effectivement exercée:

a. contrevient à la sécurité nationale,à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection des droits et libertés d'autrui; ou

b. compromet les relations avec un autre Etat ou le maintien de

2

la paix et de la sécurité internationales.

Article 5

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

a. la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou

b. la signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation, ou d'approbation.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 6

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du moins qui suit l'expiration d'une période de trois moins après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimè leur consentement à être liés par la Convention conforménent aux dispositions de l'article 5.

2. Pour tout Etat membre qui exprimera ulérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 7

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention, par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de reception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secretaire Général. Le retrait prendra effet le premier jour qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 9

Aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

Article 10

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

a. toute signature;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 6,7 et 8;

d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 24 avril 1986, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention.

ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΤΗΣ ΝΟΜΙΚΗΣ ΠΡΟΣΩΠΙΚΟΤΗΤΑΣ ΤΩΝ ΔΙΕΘΝΩΝ ΜΗ ΚΥΒΕΡΝΗΤΙΚΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Τα υπογράφοντα την παρούσα Σύμβαση Κράτη Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης,

επειδή σκοπός του Συμβουλίου της Ευρώπης είναι να πραγματοποιήσει πιο στενούς δεσμούς μεταξύ των μελών της, κυρίως δε για να προστατεύσει και να προάγει τα κοινά πατρογονικά ιδανικά και τις αρχές τους,

αναγνωρίζοντας ότι οι διεθνείς μη κυβερνητικοί οργανισμοί ασκούν χρήσιμη για την διεθνή κοινότητα δραστηριότητα κυρίως δε στους επιστημονικούς, μορφωτικούς, αγαθοεργούς, φιλανθρωπικούς, υγείας και εκπαίδευσης τομείς και συνεισφέρουν στην πραγματοποίηση των σκοπών και αρχών του Χάρτου των Ηνωμένων Εθνών και του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης,

επιθυμώντας να καταρτίσει στις αμοιβαίες σχέσεις τους κανόνες προσδιορίζοντας τους όρους της αναγνώρισης της νομικής προσωπικότητας των οργανισμών αυτών για να διευκολύνει την λειτουργία τους σε ευρωπαϊκό επίπεδο.

Συνεφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Η παρούσα Σύμβαση εφαρμόζεται σε συλλόγους, ιδρύματα, οργανισμούς ή άλλα ιδιωτικά ιδρύματα (ονομαζόμενα περαιτέρω ONG) που πληρούν τους ακόλουθους όρους:

α. Να έχουν μη κερδοσκοπικό σκοπό διεθνούς ωφελείας.

β. Να έχουν συσταθεί με πράξη βάσει εσωτερικού δικαίου του ενός Μέρους.

γ. Να ασκούν πραγματική δραστηριότητα σε δύο Κράτη το ολιγότερο, και

δ. Να έχουν την εταιρική τους έδρα στην επικράτειά ενός Μέρους και την πραγματική τους έδρα στην επικράτεια του Μέρους

τούτου ή σε ένα άλλο συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 2

1. Η νομική προσωπικότητα και ικανότητα ενός ONG, όπως αποκτήθησαν στο Μέρος στο οποίο έχει την εταιρική του έδρα, αναγνωρίζονται αυτοδικαίως στα άλλα συμβαλλόμενα Μέρη.

2. Όταν οι περιορισμοί, όρια ή ειδικές διαδικασίες που προβλέπονται για την άσκηση των δικαιωμάτων, που πηγάζουν από τη νομική ικανότητα εκ της νομοθεσίας του Μέρους στο οποίο έλαβε χώρα η αναγνώριση, υπαγορεύονται από λόγους ουσιώδους δημοσίου συμφέροντος, τότε εφαρμόζονται στα ONG που έχουν συσταθεί σε ένα άλλο συμβαλλόμενο Μέρος.

Άρθρο 3

1. Η απόδειξη της κτήσης της νομικής προσωπικότητας και ικανότητας παρέχεται από την παρουσίαση του καταστατικού ή άλλων ιδρυτικών πράξεων του ONG. Οι πράξεις αυτές θα συνοδεύονται από έγγραφα, που θα καθορίζουν την διοικητική αρχή, την καταχώριση σε μητρώο ή κάθε άλλο τύπο δημοσίευσης στο Μέρος που χορηγήθηκε η προσωπικότητα και η ικανότητα. Σε ένα Μέρος που δεν αναγνωρίζεται η διαδικασία της δημοσίευσης, η ιδρυτική πράξη του ONG θα επικυρούται δεόντως από μία αρμόδια αρχή.

Κατά την υπογραφή ή την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης, έγκρισης, αποδοχής ή προσχώρησης, το ενδιαφερόμενο Κράτος θα προσδιορίζει τα στοιχεία της αρχής αυτής στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Για διευκόλυνση της εφαρμογής της παραγράφου 1, ένα Μέρος δύναται να προβλέψει ένα σύστημα προαιρετικής δημοσίευσης που να απαλλάσσει τα ONG να προσκομίζουν την απόδειξη που προβλέπεται από την προηγούμενη παράγραφο για κάθε πράξη που πραγματοποιούν.

Άρθρο 4

Σε κάθε Μέρος η εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης δε δύναται να αίρεται, παρά μόνο όταν το ONG που επικαλείται την παρούσα Σύμβαση, δια του αντικειμένου του, του σκοπού του ή με άλλη πραγματικά ασκούμενη δραστηριότητα:

α. αντιβαίνει στην εθνική ασφάλεια, στην δημόσια ασφάλεια, στην άμυνα της τάξης και στην πρόληψη του εγκλήματος, στην προστασία της υγείας ή της ηθικής, στην προστασία των δικαιωμάτων και των ελευθεριών, ή

β. θέτει σε κίνδυνο τις σχέσεις με ένα άλλο Κράτος ή τη διατήρηση της διεθνούς ειρήνης και ασφάλειας.

Άρθρο 5

1. Η παρούσα Σύμβαση είναι ανοικτή προς υπογραφή από τα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης που δύνανται να εκφράσουν την συγκατάθεσή τους να συνδεθούν με:

α. την υπογραφή τους χωρίς επιφύλαξη της επικύρωσης, της έγκρισης ή της αποδοχής, ή

β. την υπογραφή τους με την επιφύλαξη της επικύρωσης, της αποδοχής ή της έγκρισης, ακολουθούμενη με επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση.

2. Τα έγγραφα της επικύρωσης, αποδοχής ή της έγκρισης θα κατατίθενται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 6

1. Η παρούσα Σύμβαση θα ισχύει από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της λήξης μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατά την οποία τρία Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης εκφράσουν την συγκατάθεσή τους να συνδεθούν με τη Σύμβαση σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 5.

2. Για κάθε Κράτος μέλος που θα εκφράσει αργότερα την συγκατάθεσή του να συνδεθεί με την Σύμβαση, αυτή θα ισχύει από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία της υπογραφής ή της κατάθεσης του εγγράφου της επικύρωσης, αποδοχής ή της έγκρισης.

Άρθρο 7

1. Μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Σύμβασης, η Επιτροπή Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα δύναται να καλεί κάθε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου να προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση, δια αποφάσεως που θα λαμβάνεται με την πλειοψηφία που προβλέπεται από το άρθρο 20.δ του Καταστατικού του Συμβουλίου της Ευρώπης και παμψηφεί (ομόφωνα) από τους αντιπροσώπους των συμβαλλομένων Κρατών που έχουν το δικαίωμα να εδρεύουν στην Επιτροπή.

2. Για κάθε Κράτος που προσχωρεί, η Σύμβαση θα ισχύει από της πρώτης ημέρας του μήνα που έπεται της λήξης μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου προσχώρησης, προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

Άρθρο 8

1. Κάθε Κράτος, κατά τον χρόνο της υπογραφής ή κατά το χρόνο της κατάθεσης του εγγράφου της επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, μπορεί να προσδιορίσει την περιοχή ή τις περιοχές στις οποίες θα εφαρμόζεται η παρούσα Σύμβαση.

2. Κάθε Κράτος μπορεί, ανά πάσα στιγμή κατόπιν, δια δηλώσεως απευθυνομένης προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, να επεκτείνει την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης σε κάθε άλλη περιοχή που προσδιορίζεται στην δήλωση. Η Σύμβαση θα ισχύει ως προς την περιοχή αυτή από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της λήξης μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία της παραλαβής της δήλωσης από το Γενικό Γραμματέα.

3. Κάθε δήλωση που γίνεται δυνάμει των δύο προηγούμενων παραγράφων μπορεί να ανακληθεί, εις ό,τι αφορά κάθε περιοχή που προσδιορίζεται στη δήλωση αυτή, δια κοινοποιήσεως απευθυνομένης προς τον Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση θα ισχύει από την πρώτη ημέρα που έπεται μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία της παραλαβής της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 9

Δεν είναι δεκτή καμία επιφύλαξη στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 10

1. Κάθε Μέρος μπορεί ανά πάσα στιγμή να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση απευθύνοντας κοινοποίηση προς το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία ισχύει από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της λήξης μιας περιόδου τριών μηνών μετά την ημερομηνία της παραλαβής της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

Άρθρο 11

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα κοινοποιεί στα Κράτη Μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε Κράτος που έχει προσχωρήσει στην παρούσα Σύμβαση:

α. κάθε υπογραφή,

β. την κατάθεση παντός εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης,

γ. κάθε ημερομηνία έναρξης της ισχύος της παρούσας Σύμβασης σύμφωνα με τα άρθρα 6, 7 και 8,

δ. κάθε άλλη πράξη, κοινοποίηση ή επικοινωνία που έχει σχέση με την παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, της δε κυρουμένης Σύμβασης μετά την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων που προβλέπονται στο άρθρο 6 παράγρ. 2 αυτής.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 2 Μαρτίου 1989

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Κ. ΠΑΠΟΥΛΙΑΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
Π. ΡΟΥΜΕΛΙΩΤΗΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ & ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΥΓΕΙΑΣ, ΠΡΟΝΟΙΑΣ & ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΑΣΦΑΛΙΣΕΩΝ
ΑΠ. ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Α.-Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 8 Μαρτίου 1989

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΒΑΣΣΟΣ ΡΩΤΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ